

Denis de Rougemont, conscience de l'Europe de la Suisse, conscience de l'Europe

Francois Saint-Ouen, secrétaire général de la Fondation Denis de Rougemont pour l'Europe, rappelle celui qui fonda une politique de la personne



Denis de Rougemont, père de l'Europe du citoyen, héraut du fédéralisme, précurseur de l'écologie politique et de l'Europe des régions, artisan de ce qu'il a appelé lui-même le « Dialogue des Cultures », fondateur des études européennes en Suisse et à Genève, écrivain engagé dans les convulsions de son temps, aura-t-il cent ans le 8 septembre 2006.

Que reste-t-il aujourd'hui de Denis de Rougemont, à part le souvenir d'un auteur mort il y a vingt ans, et qu'àu fil des années on semble lire de moins en moins ? Peut-être parce que son nom est familier et qu'on croit ainsi suffisamment le connaître ? Ou bien que, tout au contraire, il apparaisse à nos contemporains, et surtout aux jeunes, comme un « monument » qui forcément intimide et évoque plus le passé que le présent, et encore moins l'avenir ?... Allez savoir !

Mais c'est tout de même dommage, car on peut parler sans risques que vous sentez surpris. Car l'auteur de *L'Amour et l'Occident* (ouvrage majeur qui a le défaut d'occulter le reste de son œuvre) est tout sauf un écrivain ennuyeux, pédant, abscons ou poussiéreux. Son anticonformisme, son style tour à tour mordant et ironique, proche du lecteur, son souci des réalités humaines, son combat inlassable – au-dessus des partis et des idéologies – pour la Personne placée au centre de la société, tout cela nous parle encore avec infiniment de force, et nous fait nous sentir, à le lire, un peu plus vivants.

Dans son dernier grand livre, *L'avenir est notre affaire*, paru il y a trente ans déjà, il parlait de choses qui ne sont malheureusement pas démodées, comme le pillage des

ressources naturelles, l'explosion démographique, la dégradation de l'environnement ou la course à l'armement atomique via les centrales nucléaires. Dénonçant les mensonges « en service commandé » qui nous font prendre la quête du pouvoir pour de la politique, l'avidité immédiate pour de l'économie, et qui tuent l'humain dans l'homme, sans parler de la planète sur laquelle il vit, Denis de Rougemont concluait : « Tout se tient, sur cette terre qui est la nôtre et dont l'avenir, même proche, plonge dans l'inquiétude toute personne dotée d'un minimum de clairvoyance. » Peut-on être si rassurés aujourd'hui ?

Qu'est-ce que la neutralité ? « Des possibilités d'imaginer, donc d'innover et de voir grand »

Que reste-t-il de Denis de Rougemont ? Il reste le témoignage peu démodable d'un penseur à la fois éthique et libertaire, qui avait mis l'humain au centre de ses préoccupations : la Personne libre et responsable que les institutions (la politique, le droit, l'économie, les relations internationales...) devaient servir et non invoquer pour mieux s'en servir. Il reste de Denis de Rougemont ce qu'on peut confusément nommer une conscience, et en premier lieu une conscience de la Suisse et de l'Europe, orientée vers l'humain dans ce qu'il a de plus concret, donc vers l'humanité réelle et non globalisée. Car, disait-il au liban en 1962, pour lancer ce qu'il a appelé le « Dialogue des Cultures » : « Pas une seule de nos cultures n'est une fin en soi. Une culture, c'est seulement l'ensemble des moyens offerts aux hommes qui relevant d'elle, pour s'approcher de la Vérité. Je crois que la Vérité est une, mais que son appropriation existentielle – seule valable en dernière

analyse – compte autant de vraies personnes au monde et de vraies vocations personnelles ».

Conscience de la Suisse ? Les lectures obligatoires ne sont peut-être plus au goût du jour, mais il faudrait toutes et tous relire un ouvrage paru au cœur des ténèbres, en 1940 (traduit la même année en allemand chez un éditeur de Zurich), dont le titre lui-même est suffisamment explicite pour ne pas appeler de longs commentaires : *Mission ou démission de la Suisse*. Prenant son pays par les deux bouts de la neutralité et du fédéralisme, dénonçant comme un véritable « vice interieur » la paresse d'esprit de nombre de ses compatriotes prompts à céder aux sirenes des professionnels du scepticisme (« Ne cédon pas à la tentation des basses époques : confondre le réalisme avec la médiocrité des vues politiques »), il rappelle notamment que la neutralité n'est pas un privilège mais une charge (donc une mission) – et il conclut par exemple son texte sur ce sujet (intitulé « Neutralité obligée ») par ce qui fait et doit faire selon lui la substantifique moelle de la neutralité : « Des possibilités d'imaginer, donc d'innover et de voir grand. » Il disait aussi, dans la page précédente : « Notre neutralité, conçue comme une prudence, devient la pire des imprudences au milieu de l'Europe fasciste. »

Loin d'être un luxe et le prétexte à un dégoisement confortable, la neutralité oblige donc, au sens éthique le plus fort, celui de la vocation calvinienne, la Suisse et les Suisses à s'engager à tous risques dans les affaires du monde. Et pour quoi ? Pour définir une conception de l'humain, dans la diversité des cultures. Et pour, en Europe, favoriser l'émergence d'une vraie fédération, construire autour du citoyen et du civisme, capable de servir d'exemple efficace et de noyau durable à une expérience du même type au plan mondial. Tel était le message, pour la Suisse et pour l'Europe, de Denis de Rougemont.